

Burundi : la rentrée scolaire 2013-2014 s'annonce "chaotique"

@rib News, 08/09/2013 Plaidoyer pour une Éducation de base qui améliore la qualité de l'enseignement et le niveau des élèves. Par Ntibashirakandi Liborati. Prômbule D'émblée, prôcisons que ce billet rentre dans une série de réflexions et d'analyses, entamées depuis quelques années, avec un seul et unique objectif de contribuer au développement et à la reconstruction de notre chère Patrie, le Burundi. Il s'agit, de mon point de vue, d'un devoir qui devrait incomber à tout citoyen burundais qui est fier de la patrie qui l'a vu naître et grandir : proposer des idées novatrices en vue d'un changement positif, chacun dans son domaine de prédilection.

L'ancien Chef de l'Etat Sud-Africain, Nelson Mandela (icône de la lutte antiapartheid) résume le rôle de l'éducation de la façon suivante : « L'éducation est l'arme la plus puissante pour changer le monde ». Dans le cas qui nous concerne la rentrée scolaire 2013-2014 s'annonce chaotique en raison d'une réforme mal pensée et mal engagée. Le démarrage improvisé de l'école fondamentale risque d'être synonyme de l'ouverture de la boîte de Pandore : disparition du système éducatif dans son ensemble, sous-développement chronique du Burundi, etc. Tout va y passer et des pires. Pour la bonne gouvernance du lecteur, cette analyse ne doit pas être interprétée comme une défiance ou une opposition au gouvernement burundais, encore moins une mise en cause des compétences des autorités ministérielles concernées qui, d'ailleurs ont hérité de ce dossier hautement politisé pour des raisons de sous et de propagande électorale, donc du populisme pur jus en lieu et place d'une réforme saine et bien murie qui mettrait en avant l'engagement de toute la nation et des générations futures, de l'avenir du Burundi avec comme leitmotiv l'excellence du système éducatif burundais. Il ne s'agit donc, ni moins ni plus, qu'une contribution et un clin d'œil aux décideurs afin qu'ils puissent y voir clair et envisager des mesures d'accompagnement pour que cette réforme ne soit pas une source d'un drame national. Car le pays est aux prises avec la pire réforme engagée dans la précipitation sans moyens suffisants tant financiers, matériels qu'humains que le système éducatif burundais n'a jamais connue dans son histoire. Bien plus, cette analyse engage que son auteur. Point n'est besoin de fouiner derrière pour y chercher une éventuelle institution ou une organisation quelconque dont l'auteur serait membre. Très peu de nos compatriotes sont au courant des détails de cette réforme qui coûtera très cher aux perspectives du développement et de la compétitivité burundais sur le marché de travail régional et international. Le but de cette réflexion est d'une part d'éclaircir le point de vue objectivement possible des Burundais et les amis du Burundi qui s'intéressent à la question de l'éducation. Mais aussi d'apporter ma vision des choses et des corrections éventuelles pour éviter une catastrophe nationale ! L'éducation est une question nationale et non une affaire de quelques partis politiques, fussent-ils aux affaires au Burundi. Tous les citoyens sont bien concernés sans distinction aucune. Je suis conscient des termes durs repris dans cette réflexion, c'est à la hauteur de la gravité de la situation. Car c'est l'avenir de tout un peuple et du Burundi qui risque d'être hypothéqué. Une réforme a priori décriée par tous les experts de l'éducation au Burundi (sauf ceux qui sont aux commandes ou ceux qui suivent à la lettre le dictat des laborantins du pouvoir de Bujumbura). Aucun homme n'est infaillible, j'espère que je ne me trompe dans le jugement de la gravité de la situation et c'est d'ailleurs mon souhait. Quoi qu'il en soit, la vérité est que « Le plus bel idéal pour une génération, c'est de s'efforcer que la génération qui la suit puisse vivre et jouir de beauté, de plus de bonheur ; c'est de résoudre les causes de malentendu, les préjugés imbéciles, les souffrances superflues, les conflits inutiles. Cet idéal est celui de l'éducation. Sans lui, la raison d'être même de l'homme n'aurait pas d'enfant à élever, à protéger, à instruire et à transformer en homme pour demain, l'homme deviendrait un non-sens et pourrait disparaître ». (Olive Decroly, 1929). Cette analyse est motivée par le faux argument avancé, cette chanson qu'on entend sur toutes les lèvres des responsables politiques burundais et des concepteurs de la réforme : « harmoniser le système éducatif burundais avec celui des pays membres de l'East African Community ». Et pourtant, dans son discours d'investiture du 2 septembre 2010, le Président Nkurunziza parlait plutôt d'une réforme pour « une meilleure adéquation des matières et des besoins ». Il parlait de donner une place importante à l'enseignement des matières et de l'attitude à toutes les communes du pays [1]. Ayant suivi les interventions des experts principaux dans le secteur de l'éducation au cours de l'Commission organisée par la synergie des médias le 7 juillet dernier sur la réforme en question, il nous a semblé important de nous interroger sur le bilan, trois années après l'annonce de cette réforme par le Chef de l'Etat burundais. La première question que l'on se pose est de savoir si les autres pays de l'EAC ont mis en place cette réforme et quels sont les résultats actuels, plus particulièrement quelle est la structure de l'enseignement de base dans ces pays ? Le premier point de cet article aborde donc la structure de l'éducation de base dans les autres pays de l'EAC. Pour question de normes internationales, nous prenons deux pays au moins : la Belgique et la France, nous présentons les structures de l'enseignement secondaire de ces pays. Le deuxième point présente la réforme en cours au Burundi, la genèse de l'école fondamentale, les besoins en ressources matérielles et financières, le programme de la 7^{ème} année. Enfin, nous terminons cet article par quelques observations et recommandations. [1] Message à la Nation depuis Ngozi, le 02 Septembre 2010, après la formation du gouvernement, <http://www.burundi-gov.bi/Burundi-Politique-Message-a-la-consultation-le-27-août-2013>. Lire l'intégralité de l'analyse.